

LA CAVALERIE FRANCAISE À LA LUMIÈRE DE LA CAMPAGNE DE MAI-JUIN 1940 : COMPROMIS ET RIGIDITÉ

François Cochet

Presses Universitaires de France | « [Guerres mondiales et conflits contemporains](#) »

2007/1 n° 225 | pages 47 à 61

ISSN 0984-2292

ISBN 9782130561811

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2007-1-page-47.htm>

Pour citer cet article :

François Cochet, « La cavalerie française à la lumière de la campagne de mai-juin 1940 : compromis et rigidité », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2007/1 (n° 225), p. 47-61.
DOI 10.3917/gmcc.225.0047

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA CAVALERIE FRANÇAISE À LA LUMIÈRE DE LA CAMPAGNE DE MAI-JUIN 1940 : COMPROMIS ET RIGIDITÉ

En 1914-1918, la cavalerie française avait été soit suremployée dans des missions mal définies de début de campagne, soit sous-employée en attendant la trop fameuse « percée » qui ne venait pas. Bien des unités avaient été démontées et avaient participé aux combats de tranchées. Durant les années 1920 et 1930, une intense réflexion est menée au sein de l'armée française pour essayer de mieux définir les tâches de la cavalerie dans le cadre d'une « mise à plat » globale sur les nécessités de la motorisation/mécanisation. Comme à chaque fois qu'il y a débat de cette nature en France, les arbitrages sont opérés par les hommes politiques, comme il convient dans une démocratie. Ils s'opèrent entre le souhaitable (la vision idéale que l'arme a de son propre avenir) et le possible (les impératifs budgétaires revus à l'aune d'un rapport de forces interarmes). Autant dire que les décisions prises relèvent de plusieurs registres, comme souvent. Les systèmes de représentations mentales des différentes composantes de l'armée française de 1939 sont, bien sûr, au rendez-vous, surdéterminés par le poids idéalisé des méthodes qui ont rendu possible la victoire de 1918.

Les questions que l'on peut légitimement se poser sont les suivantes : peut-on prendre la mesure des adaptations institutionnelles de la cavalerie française à la veille de la Seconde Guerre ? Peut-on, par ailleurs, juger de ses capacités d'adaptabilité opérationnelle durant les six semaines tragiques qui vont du 10 mai au 22 juin 1940 ? Mais, pour essayer d'amener quelques éléments de réponse à cette grille de lecture, il convient de ne jamais perdre de vue la manière dont fonctionne la chaîne de commandement, mais aussi la chaîne de prise de décisions dans l'ensemble de l'armée française de l'époque. Il ne s'agit pas d'un élargissement trop important de notre sujet, car c'est bien dans la position de l'arme « cavalerie » au sein des instances dirigeantes de l'armée française de 1939 que se trouve sans doute un certain nombre d'éléments de réponse de ses attitudes des six semaines de mai-juin 1940.

*La cavalerie française et ses doctrines d'emploi
à la veille de la Seconde Guerre mondiale :
entre possible et souhaitable*

Il ne s'agit pas pour nous de prétendre apporter des éclairages radicalement nouveaux sur la question. De nombreux spécialistes se sont penchés sur la question et ont su identifier les problèmes majeurs qui se posent à la cavalerie, mais aussi à l'ensemble de l'armée française des années 1920 et 1930. Rappelons-en simplement quelques éléments.

En 1919, le groupe d'armée Fayolle prévoit des « avant-gardes motorisées d'armée », comprenant des chasseurs cyclistes, de l'infanterie transportée par camions, un régiment d'artillerie portée, un bataillon de chars légers et des troupes du génie. Le concept de la *Panzerdivision* est en marche, en quelque sorte, même s'il devait être exploité ailleurs qu'en France. C'est, en tout cas, l'idée de mobilité qui prévaut ainsi que la complémentarité entre blindés et infanterie de protection.

C'est surtout à travers les programmes de modernisation successifs de 1920 à 1927 que ces rôles vont être précisés. Pas moins de quatre programmes se succèdent en sept années seulement. En 1928, sont créés cinq bataillons de dragons portés, remplaçant les chasseurs cyclistes. À travers ces différents plans, la cavalerie se voit dotée de plusieurs types de missions auxquelles doivent correspondre des matériels spécifiques :

1 / La découverte du renseignement doit être assurée, loin devant les unités lourdes, par des « automitrailleuses de découverte », pas forcément tout-terrain, car leur usage doit être essentiellement réservé aux routes.

2 / Le renseignement complémentaire doit être obtenu par des matériels capables de se fondre facilement dans le paysage, donc bas et profilés.

3 / Les combats de découverte ou les missions de retardement doivent être confiés à des « automitrailleuses de combat » – en fait, véritables chars légers.

Quels que soient les débats ultérieurs à propos du personnage, c'est bien Maxime Weygand, qui, à son retour de Pologne en 1920, préconise une vaste réforme de la cavalerie qui passe inévitablement par sa mécanisation. Weygand a compris, parmi les premiers, que la culture propre à l'arme, faite de souplesse dans la manœuvre, de quête du renseignement, de tentative d'infiltration, n'aurait pas à souffrir d'une mécanisation et qu'il s'agirait plutôt d'une évolution/adaptation davantage que d'une révolution culturelle, même si un certain nombre de cavaliers s'entêtent dans un attachement forcené au cheval. Son idée de divisions légères mécaniques¹ procède essentiellement de cette vision par adaptation.

Dans l'entre-deux-guerres, la cavalerie n'est, en tout cas, pas figée dans des conceptions statiques. Elle accepte des solutions novatrices, peut-

1. Dont la première est mise sur pied en 1933 et rendue opérationnelle en 1935.

être parce qu'elle a été menacée de disparition en 1919, lorsque les tenants du « magistère bleu horizon » pensaient qu'elle n'avait servi à rien durant la Grande Guerre. Peut-être aussi parce que certains cavaliers ont compris que le char était le prolongement quasi naturel du cheval et que les « chevaux-vapeurs » étaient la forme moderne du destrier. Les missions traditionnelles de la cavalerie s'en trouvaient ainsi transcendées par l'autonomie et la puissance de feu, sans être radicalement transformées. L'infanterie, qui a intégré l'« artillerie spéciale » en 1920, rechigne beaucoup plus à aller vite. Il serait injuste et indélicat d'accabler tel ou tel, mais le rôle du général Dufieux, comme inspecteur de l'infanterie, semble jouer un rôle tout à fait important et assez néfaste dans la modernisation de l'arme².

Malgré une certaine capacité d'adaptation, tout n'est pas rose au sein de la cavalerie française de 1939-1940. La complexité des structures et les modifications fréquentes – que l'on pourrait tout autant, si l'on est optimiste, nommer « tentatives d'adaptation » – n'y sont pas étrangères.

On trouve des cavaliers au sein de plusieurs structures différentes. En 1934, la cavalerie donne naissance à une première Division légère mécanique (DLM), suivie d'une seconde en 1937 et d'une troisième en 1939. En 1940, durant la « drôle de guerre », les trois divisions mixtes de cavalerie sont restructurées en cinq divisions légères de cavalerie (DLC). Moins puissantes que les divisions cuirassées du programme de 1932, elles sont cependant plus lourdes que les divisions de cavalerie traditionnelles. Ces deux types d'unité comprennent des blindés de découverte et des escadrons de combat³. Leurs unités antichars sont équipées à l'identique⁴. La DLC est plus légère en dragons portés⁵ ainsi qu'en artillerie. Elle comporte en « compensation » deux régiments à cheval, mais est-ce là une véritable compensation ? La DLM est incontestablement plus versatile, capable de concurrencer les *Panzerdivisionen* allemandes. En revanche, elle est de création récente et manque de cohésion et d'entraînement. En 1939, il est prévu que tous les chars doivent relever de la cavalerie à l'horizon de... 1942 ! La cavalerie se retrouve aussi au sein des GRDI (groupements de reconnaissance de divisions d'infanterie). Ces derniers sont créés en 1923 et connaissent un début de motorisation au commencement de la décennie 1930. Sept GRDI existent au moment de l'offensive allemande⁶.

2. Lieutenant-colonel à l'état-major de Joffre durant la Grande Guerre, le général Dufieux est inspecteur de l'infanterie de novembre 1930 à mai 1938. Partisan d'un char d'accompagnement, il fait adopter le R35, version à peine modernisée du FT 17, et s'oppose de tout son poids – considérable de par sa fonction – aux idées des novateurs, dont le lieutenant-colonel Charles de Gaulle.

3. Deux escadrons de découverte pour la DLC, 4 escadrons pour la DLM. Deux escadrons de combat pour la DLC, deux régiments pour la DLM.

4. 12 canons de 25 mm et 8 canons de 47 mm.

5. 3 escadrons dans le cas de la DLC, 5 escadrons dans celui de la DLM.

6. Voir sur ce point René Fontbonne, « Les unités cuirassées françaises en 1940 », *Histoire de guerre*, n° 21, décembre 2001 – janvier 2002, p. 26-49.

Il est possible de résumer la présence des unités de cavalerie de la manière suivante au 10 mai 1940 :

- 7^e armée : 1^{re} DLM (ouest-nord-ouest de Lille) ;
- 1^{re} armée : corps de cavalerie (ouest de Maubeuge) et 2^e DLM ;
- 9^e armée : d'ouest en est : 4^e DLC, 1^{re} DLC, 3^e spahis ;
- 2^e armée (de Sedan à Longwy) : d'ouest en est : 5^e DLC, 2^e DLC ;
- 3^e armée (face au Luxembourg) : d'ouest en est : 1^{er} spahis, 3^e DLC.

D'une manière générale, et l'on connaît bien sûr l'histoire, il n'y a pas de grandes unités de cavalerie puissantes et indépendantes comme l'auraient souhaité les de Gaulle ou Delestraint. Les « losanges bleus » se trouvent donc dispersés au sein des « rectangles jaunes »⁷.

Les matériels sont souvent de qualité. Les fusiliers-motocyclistes des régiments de découvertes montent des motos Gnôme-et-Rhône équipées de side-cars et du bon FM 24/29. Les automitrailleuses de découverte sont représentées en 1940 par les 370 exemplaires de l'AM 178 Panhard, équipés d'un canon de 25 mm. Excellent matériel que les Allemands allaient s'employer à remettre immédiatement au combat à leur profit lorsqu'ils eurent la chance de s'en emparer en mai-juin 1940. Ces matériels équipent 4 régiments de découverte de DLM, 5 régiments d'AM de DLC et 6 groupes de reconnaissance de divisions d'infanterie. Le rôle dévolu aux automitrailleuses est tenu en 1940 par les Renault R33 et R35, et les Hotchkiss H35 et H39. Si ces derniers peuvent rivaliser avec les *Panzers*, surtout avec leur canon modèle 1938, il n'en va pas de même des R35 à la pièce de 37 court, totalement obsolète. Le rôle de combat est réservé au Somua et au H39. Au total, les matériels sont performants, si l'on exclut le R35.

Il est simplement dommage que des véhicules blindés de transport de troupes, équivalents au SdkFz allemand, n'aient pas été mis en service. Pourtant des prototypes semi-chenillés sur la base des Citroën des Croisières jaune et noire ont été expérimentés. Pourtant de graves déboires se sont révélés. L'excellent char Somua est lent à fabriquer. Ou, plus exactement, les entreprises chargées de le fabriquer n'ont pas voulu investir davantage pour rationaliser leur production. À la mobilisation, il n'en existe encore que 200 exemplaires⁸. Pour ce qui est des unités montées, leur équipement est assez léger. Elles sont dotées de 8 canons de 25 antichars par régiment. Les cavaliers montés des Groupes de reconnaissance de corps d'armée (GRCA) ou de divisions sont équipés du mousqueton modèle 1892/16, de la culotte modèle 1933 qui leur est spécifique.

Quelles missions ces équipements doivent-ils permettre de remplir ? La cavalerie doit pouvoir se déplacer rapidement. Elle doit renseigner et

7. En 1940, les véhicules blindés de la cavalerie portent un losange bleu, tandis que les blindés relevant de l'infanterie arborent un rectangle jaune.

8. Pierre Rocolle, *La guerre de 1940*, t. 1 : *Les illusions*, t. 2 : *La défaite*, Paris, Armand Colin, 1990 ; t. 1, p. 108.

couvrir. Sa mission offensive consiste à rechercher l'ennemi et à maintenir le contact avec lui. Ses missions défensives consistent, bien sûr, en action de retardement, voire de sacrifice.

Un avantage réel de la cavalerie lors de la mise en place des mesures de mobilisation en septembre 1939 s'exprime assez bien. Les DLM et divisions de cavalerie existent dès le temps de paix et n'ont pas à incorporer un nombre considérable de réservistes à la formation parfois déficiente. On ne saurait comprendre le rôle de la cavalerie française en 1940 si l'on fait l'impasse sur les attitudes de l'allié belge qui, en 1936, change radicalement d'attitude en proclamant sa neutralité. Le 5 avril 1935, une rencontre franco-belge a lieu à Paris entre le général Cumont et le général Gamelin. Les intentions de Gamelin sont d'établir une position de résistance sur la Meuse qui suivrait une ligne Givet - Mézières - La Chiers - Arlon - Garnich (au Luxembourg) et la région de Metz. Le 15 mai 1936, le chef d'état-major belge a changé, lorsque les hauts dirigeants militaires des deux États se rencontrent à nouveau. Il s'agit maintenant du général Van den Bergen. À l'occasion de cette seconde rencontre, les états-majors français et belge précisent les attitudes attendues de la cavalerie française. Il est prévu que le commandement des troupes franco-belges passe sous commandement français dès lors que la cavalerie française sera arrivée au contact des chasseurs ardennais. À la fin du mois de décembre 1938, les Belges ont changé radicalement d'attitude et les directives du 9 octobre 1939 viennent confirmer le changement d'orientation. Les chasseurs ardennais du général Descamps doivent se replier sur les itinéraires que la cavalerie française aura empruntés pour intervenir dans le Luxembourg belge⁹. Mais, le 6 avril 1940, encore, le général Van Overstraeten, dont on sait l'influence auprès du roi des Belges et son hostilité aux Français, refuse à Gamelin de combiner l'avance des Français et le retrait des chasseurs ardennais.

L'Instruction personnelle et secrète n° 11 du Groupe d'armées n° 1, en date du 27 mars 1940, précise, *in fine*, les missions de la cavalerie française dans les Ardennes. « Dès que la Meuse sera assez solidement tenue, les divisions légères de cavalerie de la 9^e armée seront poussées au plus vite jusqu'au contact de l'ennemi. »¹⁰

D'une manière générale, la mission des cavaliers est de gagner six jours afin de permettre l'installation des troupes françaises et du BEF sur la position « Dyle ».

Les missions de la cavalerie de 1940 consistent donc davantage à retarder l'ennemi qu'à savoir exactement où il se trouve. Pour ce faire, les adaptations ont joué à plein dans les décennies 1920 et 1930. Pour certaines d'entre elles, elles ont été favorables, notamment en ce qui concerne

9. Sur ces rencontres et la mise au point d'une stratégie franco-belge, voir Jean Vanwelkenhuyzen, « Les plans de défense des Ardennes », in Maurice Vaïsse (dir.), *Ardennes, 1940*, Paris, Henri Veyrier, 1991, p. 35 et s.

10. Citée par le général A. Doumenc, *Histoire de la 9^e armée*, Paris, Arthaud, 1945, p. 43.

le passage du cheval au blindé. Les matériels sont bons dans l'ensemble et les troupes de cavalerie sont globalement bien commandées et sont dotées d'une assez faible proportion de réservistes. Le possible a été fait, mais il est parfois loin du souhaitable. La mécanisation de la cavalerie n'est pas achevée, les matériels dont la production est loin d'être rationalisée ne sont pas toujours livrés. Surtout, les nouveautés (notamment les DLM) relèvent parfois d'un « effet d'annonce ». On a parfois déshabillé Pierre pour habiller Paul. Certaines unités, de création très récente, manquent par trop de cohésion pour espérer affronter l'ennemi dans les meilleures conditions. Ce sont ces unités de cavalerie, pleines de tiraillements en termes techniques comme en termes de commandement, qui montent au feu le 10 mai 1940.

*La cavalerie française au combat :
les limites de la capacité d'adaptation*

Tout d'abord, pour mémoire, il faut rappeler que les cavaliers de la 3^e armée, sous la forme du 11^e GRCA participent à la « baby-offensive »¹¹ de la Sarre, en soutien du 9^e CA. Puis viennent neuf mois de « drôle de guerre »¹². Comment les cavaliers français subissent-ils le choc des combats lorsque cette « guerre assise » se termine ? Il faut, pour essayer de dresser un bilan, s'échapper des images d'Épinal qui fleurissent encore sur les débuts de la Seconde Guerre mondiale. Il est vrai que courent encore des légendes sur les cavaliers polonais attaquant les *Panzers* à la lance, alors que la doctrine d'emploi de la cavalerie polonaise était de se déplacer à cheval pour combattre à pied à l'aide de ses canons antichars Bofors (37 mm).

Il ne saurait être question d'évoquer tous les combats de la cavalerie française lors des six semaines terribles de 1940¹³. Nous allons essayer simplement de respecter la chronologie et les positions sur le front, sachant qu'il faut tenir compte des types de missions théoriquement dévolues à l'arme.

Sur le front de la 2^e armée française, entre l'ouest de Sedan et l'est de Longwy, la 5^e DLC du général Chanoine doit se tenir prête à « accompagner le mouvement en avant vers le nord en se bornant à une surveillance de la région au sud de Malny »¹⁴. Elle est préparée depuis des mois à accomplir cette mission. La 2^e DLC du général Berniquet participe aux combats retardateurs en Belgique.

11. C'est l'expression que j'ai forgée tant on sent la volonté de Gamelin de faire un geste politique minimum à l'égard de la Pologne, sans engager vraiment ses forces armées.

12. Voir François Cochet, *Les soldats de la « drôle de guerre »*, Paris, Hachette, 2004.

13. Un relevé précis des heures et lieux d'engagement a été effectué, il y a quelques années, par Jean-Robert Gorce, « De Sedan à la mer », 39-45, *Magazine/Historica*, juillet-août-septembre 1997, 160 p.

14. Cité par Gérard Giuliano, *Les combats du Mont-Dieu*, Charleville, Terres ardennaises, 1990, p. 27 et 34.

Dès le 11 mai au soir, les chars allemands obligent la cavalerie française à se replier vers Libramont et Neufchâteau. Il faut dire qu'en face le premier jour de l'offensive est marqué par la devise que le colonel Karl-Heinz Frieser a donnée à la manœuvre, « courir sur Neufchâteau »¹⁵. Il s'agit de précéder la 5^e DLC française sur les lignes de défense préparées par les Belges. L'assaut sur Neufchâteau a pourtant pris du retard du côté allemand. Il était prévu pour la soirée du 10 et n'intervient que le 11 au matin. Lorsque, à 10 h 30, les unités allemandes percent à hauteur de Cousteumont, la chance leur sourit. La trouée s'opère entre le 11^e cuirassier (déployé autour de Neufchâteau) et la 15^e brigade mixte légère mécanisée du colonel Évain. À Petitvoir, à 4 km à l'ouest de Neufchâteau, la panique se développe chez les Français. À ceux qui avancent un peu trop facilement que les généraux français sont toujours en retard d'une guerre, il serait facile de rétorquer que la tactique mise en œuvre à Neufchâteau le 11 mai 1940 est la revivification, dans sa version mécanisée, des pratiques des groupes d'assaut allemands de 1918. Il s'agit de foncer droit devant en ne tenant pas compte des nœuds de résistance, de procéder par infiltration.

Le 12 mai, devant l'inefficacité de la manœuvre de retardement des cavaliers, le général Corap ordonne d'augmenter l'allure des unités en mouvement, mais dès 7 h 30, la cavalerie de la 2^e armée reflue sur les berges sud de la Semoy. L'ordre arrive en retard sur les événements. Pourtant, dans plusieurs circonstances, il s'en est fallu de très peu. À Mouzaive, le détachement de choc du major von Wietersheim précède de quelques instants les spahis du capitaine Maître qui doit s'établir sur des positions reconnues de longue date. Or Mouzaive se situe, une fois encore, à un endroit stratégique, puisqu'il s'agit du lieu de jonction entre les 2^e et 9^e armées françaises. Pour K.-H. Frieser, il est clair que la minuscule fissure de Mouzaive, par une réaction en chaîne, finit par rompre la digue de la résistance française.

Au sein de la 9^e armée voisine, à l'Ouest, de la 2^e armée, le périple de la 3^e brigade de spahis¹⁶ est extrêmement intéressant à suivre. La 3^e brigade (colonel Marc) est alertée à 7 heures du matin le 10 mai, alors que ses différents pelotons sont dispersés au travail au sud de la Semoy. Les escadrons arrivent cependant à franchir la frontière belge vers midi. Leur objectif se trouve encore 60 km plus au nord. Au rythme de 1 km au pas et deux au trot, ils arrivent sur leur position le 10 mai à 20 heures. La nuit du 10 au 11 mai est calme. Vers 12 h 30, le 11 mai, une liaison avec le PC de la

15. Colonel Karl-Heinz Frieser, *Le mythe de la guerre éclair. La campagne de l'Ouest de 1940*, trad. franç., Paris, Belin, 2003, p. 141.

16. Brigade de type « cavalerie montée d'outre-mer », composée du 2^e spahis marocains et du 2^e spahis algériens. Chaque unité comprend 38 officiers et 1 223 sous-officiers et spahis. L'équipement antichars se réduit à quelques canons de 25. Les trains régimentaires sont eux aussi hippomobiles, ce qui n'est pas le cas dans les régiments de cavalerie métropolitains. Voir général Georges Le Diberder, « Les spahis dans les combats des Ardennes », in Maurice Vaïsse (dir.), *Ardennes, 1940*, Paris, Henri Veyrier, 1990, p. 150 et s.

5^e DLC (appartenant à la 2^e armée) apprend le repli de celle-ci. Les spahis n'en ont pas été avertis, ce qui soulève un grave problème d'absence de communications. *Ipsa facto*, les éléments de la brigade de spahis qui étaient en pointe la veille au soir se retrouvent en position d'arrière-garde ! Durant les quelques heures où la 3^e brigade est en retard dans son repli sur la 5^e DLC, une brèche se crée qu'exploitent les Allemands. Ensuite, la 3^e brigade cède peut-être à l'excès en se repliant assez précipitamment. Pris à partie par la *Luftwaffe* sur des routes déjà encombrées de réfugiés, les cavaliers nord-Africains retraitent de couverts en couverts, comme le faisaient les cavaliers de 1914. Le 12 mai, ils sont au sud de la Meuse, lorsqu'un contrordre leur demande une action de couverture entre Meuse et Semoy. Les spahis se portent alors au-devant de blindés allemands dont ils parviennent à bloquer les éléments de reconnaissance. Le 13 mai, pour la première fois depuis trois jours, les chevaux peuvent être désellés à hauteur de Poix-Terron. À 13 heures, le 14 mai, les spahis sont au cœur de la tourmente, attaqués par des chars appuyés par de l'artillerie. Le groupe Azemart se sacrifie dans une action retardatrice. Vers 17 heures, pour la deuxième fois, la 5^e DLC se replie au sud de la route du Chesne, sans avertir les spahis. Le colonel Marc doit alors effectuer lui aussi un repli, de crainte d'être tourné. Les cavaliers n'arrêtent donc pas d'aller et de venir, tout en combattant. Pour la journée du 15 mai, une mission retardatrice est donnée à la 5^e DLC du Chesne à Bouvellemont. La 3^e brigade de spahis est au centre du dispositif, autour du village de La Horgne. Le sacrifice est accepté par tous, le colonel Geoffroy¹⁷ ayant précisé : « Pas besoin de prévoir un itinéraire de repli. » Les cavaliers disposent, en tout et pour tout, d'un groupe de canons antichars de 25 et d'un canon de 37 vraiment peu apte à la défense contre les blindés. Les spahis vont cependant tenir durant une demi-journée face à des moyens très supérieurs en blindés, artillerie et infanterie. Durant ces combats du 10 au 15 mai, la brigade perd 24 officiers, 730 hommes et 646 chevaux. Les survivants des deux régiments, qui ont pu s'esquiver, sont rassemblés au camp de Sissonne avant de reprendre le combat, devant Vouziers, au début du mois de juin.

Toujours au sein de la 9^e armée, mais plus à l'ouest, en jonction avec la 1^{re} armée, le 11 mai, la 4^e DLC du général d'Arras se heurte à la XV^e AK de Rommel. Là encore, le rôle de la 4^e DLC est une mission traditionnelle de retardement. Si, dans un premier temps, les combats sont assez indécis, lorsqu'elle est seulement opposée à l'avant-garde de la 7^e PZD, la DLC est contrainte de se replier rapidement. Le 13 mai à 6 h 30, le général Boucher (5^e GRDI) ordonne au 1^{er} GRDI de se mettre en route pour soutenir les éléments menacés de la 18^e DI. Deux heures plus tard, le général d'Arras pousse la 14^e brigade mécanisée, composée du 14^e bataillon de dragons portés et du 4^e régiment d'automitrailleuses vers Bioul pour un engagement éventuel. Lorsque les unités arrivent tardivement et par échelons, la contre-attaque française ne peut se développer, alors que

17. Tué le 15 mai vers 16 heures, d'après le général Le Diberder, *op. cit.*, p. 157.

l'infiltration par l'infanterie allemande a déjà commencé. Dès la nuit du 13 au 14, la situation est considérablement aggravée. Les communications sont coupées, le commandement ne sait plus où se trouvent ses unités. Les cavaliers de la 1^{re} DLC tentent de retarder l'avance ennemie, malgré les accrochages et la *Luftwaffe*. Au soir du 14 mai, la situation de la 9^e armée (Corap) est critique, justifiant l'abandon du front de Meuse. La conséquence la plus dramatique est le retrait obligé de la 1^{re} armée qui tient, jusque-là, la trouée de Gembloux.

Passé le 15 mai, la situation est très grave. Des combats furieux sont engagés, auxquels sont mêlés des cavaliers. À Stonne, le choc est très rude. Les cavaliers du 6^e GRDI, accompagnés de fantassins du I/67^e RI, se retrouvent face au régiment *Gross Deutschland* de l'Oberst von Schwerin. Ceux du 93^e GRDI se trouvent sur les berges de la Bar, en avant du bois Bon-temps. Selon le maréchal des logis Roger Avignon, « l'ennemi effectue durant le jour des tirs sporadiques de mitrailleuse pour faire se dévoiler l'emplacement des armes. Les cavaliers voient passer au-dessus de leur tête les balles traçantes et ne répondent pas, la consigne formelle étant de ne pas tirer, mais feu à volonté à toute tentative de traverser le canal ». L'attaque allemande a lieu le 20 mai à 19 h 30. Les cavaliers de l'escadron à cheval du 93^e GRDI résistent sur les berges du canal et l'ennemi se replie¹⁸. La même unité se sacrifie quelques jours plus tard, lorsqu'elle reçoit un ordre désespérant de lancer une contre-attaque sur 1 200 m de profondeur avec 48 hommes, 2 mitrailleuses et 5 fusils-mitrailleurs. Le général de Susbielle a bien prévenu que tous les éléments en ligne devront participer au mouvement en avant, quelle que soit leur fatigue. La contre-attaque échoue et se solde par 23 tués et 11 prisonniers.

Plus à l'ouest, la situation n'est pas très encourageante non plus. Le 12 mai, la 7^e armée française pénètre aux Pays-Bas. La 1^{re} DLM lui sert d'avant-garde avec le « groupement de Beauchesne »¹⁹. Si, le 12, l'ennemi est à peu près contenu, dès le 13 mai Beauchesne doit replier son groupement devant la 9^e PZD. Par ailleurs, les DLM de la 1^{re} armée, engagées face au XVI^e AK motorisé allemand, se comportent de manière satisfaisante. Le 18 mai 1940, devant Ham, des éléments du 18^e GRDI (motorisé) précèdent la 23^e DI. Les éléments de cavalerie français sont alors pleins d'allant. Les premiers éléments de la 10^e PZD sont refoulés, avant que les Allemands ne reviennent en force et n'obligent le GRDI à se replier²⁰.

Mais déjà, dans la seconde moitié du mois de mai, ce sont les solutions d'urgence qui l'emportent. Vincennes, décidément trop loin du terrain, ne songe qu'à « colmater », comme si le front fixe était encore de rigueur. Dans ces conditions, les éléments de cavalerie sont « consommés » dans

18. Gérard Giuliano, *op. cit.*, p. 65.

19. Le colonel de Beauchesne commande plusieurs GRDI ainsi que le corps de cavalerie de la 7^e armée.

20. Yves Buffetaut, « La bataille d'Abbeville », *Les grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale*, n° 21, Paris, Histoire et collection, 1996, p. 86.

des combats de retardement désespérés. Le 23 mai, le groupement de Langlade, comprenant le 7^e cuirassiers, des éléments de la 3^e DLC et de la 4^e DCR, est lancé dans la bataille, quatre jours seulement après sa formation. Le moral a beau être excellent, les personnels manquent singulièrement d'instruction et certains conducteurs de chars ne totalisent que 5 heures de conduite de leur engin. Les 3 DLC subsistantes (2^e, 3^e et 5^e) parviennent devant Abbeville le 23 mai et combattent au sein des 2^e et 3^e armées. Les brigades à cheval ne rejoignent qu'au bout de plusieurs jours malgré des étapes forcées de 50 km par jour.

En défense agressive, la cavalerie française est cependant encore capable de sérieux coups de canif dans la marche victorieuse allemande. Le 27 mai, le détachement Grégoire de la 5^e DLC, avec 2 AMD, un peloton d'automitrailleuses, nettoie Tœuffles après que le village fut pris par les Britanniques et enrayer une contre-attaque allemande. Les 28 et 29 mai, alors que le front allemand s'est localement effondré devant Abbeville et qu'une brèche est dorénavant ouverte devant les Français de la 4^e DCR (de Gaulle), les chars de la cavalerie du 3^e cuir sont en retard à cause des difficultés à opérer les ravitaillements. Les patrouilles de nuit sont incapables d'identifier la brèche. Plus à l'ouest, la 5^e DLC, en compagnie de chars anglais, fait craquer le 217^e régiment d'infanterie allemand qui se replie dans le plus grand désordre vers Abbeville par la route de Rouvroy. Les tentatives de la 5^e DLC sont finalement brisées par l'artillerie allemande du 29 au 31 mai. Par ailleurs, les 3 DLM du corps de cavalerie fournissent une part importante de la défense de Dunkerque qui permet au BEF et à 100 000 Français de se rembarquer. Les personnels des DLM, ayant dû abandonner leurs matériels sur les plages, rembarquent, pour leur part, le 29 mai.

Le 30 mai, les chars intacts des 3 DLM sont rassemblés en un groupement confié au commandant Marchal, sous l'autorité du 16^e CA. Il reste, à cette date, 39 chars disponibles sur les 566 en ligne au matin du 10 mai²¹. Le rapprochement des deux chiffres est tout à fait éloquent de l'usure des unités²². On peut dire que, au total, les 1^e et 4^e DLC ont littéralement « fondu » totalement entre le 10 et le 21 mai.

Les 2^e, 3^e et 5^e DLC qui rejoignent la toute nouvelle 10^e armée française confiée au général Robert Altmayer le 31 mai 1940, sont bien éprouvées. Elles ont sans cesse combattu depuis le 10 mai et ont enduré nombre de marches forcées. Les 2^e et 5^e DLC ont perdu la moitié de leur matériel blindé, la 3^e ne dispose plus que d'un quart de ses automitrailleuses. Pourtant, le moral est excellent chez ses hommes entraînés malgré les pertes en personnels²³. Les unités de cavalerie peuvent encore mener à bien des opérations de retardement. Par exemple, les 5 et 6 juin 1940, les

21. Chiffres cités par Yves Buffétaut, *Les grandes batailles de la deuxième guerre*, Paris, Histoire et collection, 1995 ; « Dunkerque, juin 1940 », p. 9.

22. Au vrai, les unités blindées allemandes souffrent aussi. Lorsque l'ordre d'arrêt de Hitler parvient au groupe Kleist sur l'Aa, la moitié des chars seulement sont encore opérationnels, l'autre moitié étant soit détruite, soit en panne.

23. 14 officiers et 480 hommes à la 2^e DLC, 30 officiers et 960 hommes à la 5^e.

artilleurs du régiment rattaché à la 3^e DLC²⁴ détruisent 38 chars ennemis au Quesnoy-sur-Airaines.

Au cours de la première décade de juin 1940, marquée par un moral en hausse et une atmosphère de « patrie en danger »²⁵, les unités de cavalerie se dépensent encore sans compter. Si nous nous situons le 11 juin 1940, nous pouvons prendre l'exemple du corps de cavalerie reconstitué pour constater l'ampleur des ravages d'un mois de combats. Les éléments du corps de cavalerie sont regroupés sur Évreux à partir du 3 juin. Le corps est reconstitué, certes, mais avec des effectifs et des dotations squelettiques : un régiment de découverte doté de 2 escadrons de motos et d'un escadron de 5 AMD Panhard ; un régiment de chars, avec un escadron de 12 Somua ; un régiment de dragons portés vient compléter le maigre ensemble. Le tout n'est bien évidemment pas capable de s'opposer à la moindre *Panzerdivision*. Le 7 juin, la 5^e DLC n'est pas en meilleur état. Il lui reste 6 escadrons à cheval, mais seulement 2 portés, ce qui prouve au passage que les escadrons motorisés ont été les plus sollicités et ont subi les pertes les plus lourdes.

Le front de l'Aisne est attaqué le 9 juin à 3 h 30 par une puissante préparation d'artillerie. La 4^e armée (front de Champagne) comprend encore des unités de cavalerie, notamment le 60^e GRDI du 8^e CA dans la région de Juniville. Après qu'il eut été enfoncé, tout espoir de défense sérieuse en métropole s'effondre²⁶.

À partir du 19 juin, le corps de cavalerie se replie au sud de la Loire. La 1^{re} DLM traverse le fleuve à Montjean et Chalonnes ; la 3^e DLM, à Béhuard et Ponts-de-Cé²⁷. Il ne s'agit plus alors de combattre en retardement, mais d'échapper à la captivité.

Le bilan des opérations de guerre de la cavalerie française en mai et juin 1940 peut être décrit en termes simples : quelques opérations de reconnaissance entre le 10 et le 12 mai puis, dès le 13 mai, des missions de retardement de plus en plus nombreuses, extrêmement coûteuses en hommes et en matériels. Un constat semble s'imposer à l'évidence, si l'on regarde de près les combats de contact avec les Allemands : les cavaliers français disposent de trop peu d'engins blindés suffisamment puissants pour résister longtemps aux *Panzerdivisionen* allemandes. L'échec se réduit-il donc à une question de matériel ?

Les vraies raisons d'une impuissance : compromis, superpositions de compétences et problèmes de commandement

Comme souvent en France, du fait d'une culture nationale de la décision assez peu exigeante avec elle-même, le compromis entraîne un

24. Le 72^e régiment d'artillerie.

25. L'espoir d'une stabilisation du front sur le cours de l'Aisne y est pour beaucoup. Symboliquement comme géographiquement, 1914-1918 est de retour.

26. Malgré les idées de différents « réduits » qui s'élaborent pour quelques jours ou quelques heures, puisque leur constitution est constamment rendue caduque par l'avance allemande.

27. Depuis le 13 juin, la 2^e DLM a été affectée au X^e CA.

alignement par le bas. Et ce, dès le moment fondamental des décisions des années 1930. Examinons un exemple concret. Les usines Somua n'arrivent pas à respecter leurs engagements permettant de doter en chars les deux DLM qui existent en 1936. Qu'à cela ne tienne, la « solution miracle » est trouvée : au lieu de 4 bataillons équipés en Somua, deux seulement le seront, les deux autres étant équipés en R35, chars très médiocres d'accompagnement d'infanterie, dont le choix a été imposé par l'inspecteur de l'arme, le général Duffieux. Cette adaptation par le bas est assez typique d'un mode de régulation qui revient à dégonfler les conflits en les administrant dans une gestion uniquement quantitative qui se révèle catastrophique en 1940.

Les choix organisationnels ont été fonction de ces alignements vers le bas. Les DLC sont des êtres hybrides qui conservent une brigade à cheval qui impose des contraintes extrêmement fortes, notamment, bien entendu, en termes de vitesse de déplacement. Dès les premiers combats, les escadrons à cheval rejoignent le champ de bataille, souvent avec du retard et au prix de beaucoup de fatigue qui se concrétisent immédiatement sur le champ de bataille par une moindre résistance psychologique au feu.

La relative impuissance et les limites de l'adaptation de la cavalerie lors de la campagne de mai-juin 1940 relèvent, bien entendu, comme toujours en histoire de causalités complexes et emboîtées. Des problèmes structurels non résolus se croisent avec des éléments conjoncturels. En termes de problèmes structurels, il faut indiquer la volonté d'adaptation de la cavalerie. Était-elle tout à fait prête à être totalement mécanisée ? Culturellement, le poids du cheval est encore extrêmement important, notamment auprès de nombreux officiers passés par Saumur. Pourtant, la cavalerie était sans doute bien davantage prête à cette révolution – tant culturelle que technique – que bien des instances de l'armée de terre. Comme l'infanterie, pour sa part, ne court pas vraiment après la mécanisation, le problème fondamental qui se noue est bien celui de la déficience de lien entre différentes sphères de l'armée ancrée dans des réactions étroitement corporatistes.

Compte tenu de la complexité organisationnelle de l'articulation cavalerie/infanterie, il aurait fallu, pour que les rouages fonctionnent bien, que l'huile des communications/transmissions soit largement dispensée. Or c'est loin d'être le cas. Les liaisons sont difficiles entre unités, comme nous l'avons vu avec l'exemple de l'absence de communications entre la 3^e brigade de spahis et la 5^e DLC, appartenant certes à deux armées différentes. Pourtant, cet argument doit être relativisé. Les assaillants connaissent parfois des problèmes très semblables²⁸.

Toujours en termes structurels, les problèmes de logistique de l'armée française de 1940 ont été identifiés de longue date par les historiens. Les

28. K.-H. Frieser, *op. cit.*, p. 131, et note de la p. 408, citant le JMO de la 6^e Panzerdivision : « Même par radio, on n'arrive pas à se faire une idée claire car les communications sont brouillées à cause des trop grandes distances et des parasites » (Archives de la Bundeswehr, 12 mai 1940, BA-MA, RH 27-6/1-D, p. 9).

chars français sont ravitaillés par camions-citernes et non par « jerricans », ce qui les oblige à se replier même quand ils sont en posture victorieuse. Alors que les Allemands ont formé des équipages de rechange qui voyagent en camions et sont aptes à remplacer les personnels de chars trop fatigués, la cavalerie française ne prend aucun repos, effectue constamment marches et contremarches qui l'épuisent avant même d'arriver au combat. C'est bien le déplacement des troupes qui est mal planifié. Ainsi, « leur combat retardateur méthodiquement planifié dégénérerait souvent en fuite éperdue »²⁹. De ce point de vue, et contrairement à ce qui est trop souvent avancé, les leçons de la Grande Guerre n'ont pas été suffisamment prises en compte. La logistique n'apparaît pas encore comme l'élément déterminant d'une campagne, ce qu'elle est déjà au sein des *Panzerdivisionen*.

Les choix tactiques pèsent également lourdement dans les déficiences identifiées de la cavalerie française. La variante « Breda » – ajoutée par un Gamelin pénétré de l'idée d'un « front solide », héritage de 1914-1918 – à la manœuvre « Dyle » comprend sa propre condamnation. Théoriquement, les cavaliers de la 1^{re} DLM, aux ordres du général Giraud, doivent se porter d'une seule traite sur Breda. Il est vrai qu'elle est la mieux entraînée des unités mécanisées, puisque sa création remonte à 1935. Pourtant, comme l'a montré le colonel Karl-Heinz Frieser, Breda est presque deux fois plus éloignée de la France que de l'Allemagne. « Les avant-gardes françaises n'avaient aucune chance de gagner la “course vers Breda” contre les rapides unités allemandes : elles allaient plutôt se précipiter dans le piège à une vitesse maximale. »³⁰

La destruction rapide et précoce de l'aviation française d'observation vient rendre la tâche des cavaliers encore plus difficile. Dès le 11 mai, Corap est « aveugle »³¹. Dorénavant, seule la cavalerie peut l'éclairer sur les mouvements de l'ennemi. Or les diverses unités sont tellement pressées par l'ennemi qu'elles doivent plus combattre en retraite qu'identifier leurs adversaires.

Mais la cavalerie pâtit surtout, comme bon nombre d'unités des autres armes d'ailleurs, d'une chaîne de commandement extraordinairement rigide et archaïque. Ce sont les mauvais côtés des fronts fixes de 1914-1918 qui ont été retenus, dans ce cas.

Le compartimentage des décisions est beaucoup trop élevé. À la différence de Joffre durant la bataille de la Marne, Gamelin n'a pas de regard global sur la bataille, car ses renseignements sont la plupart du temps obsolètes quand ils lui parviennent. Il gère la bataille de trop loin et laisse trop la bride sur le cou à des subalternes. Comme l'a montré Pierre Rocolle, le général Billotte ne coordonne pas l'action des divisions de cavalerie des

29. K.-H. Frieser, *op. cit.*, p. 149.

30. *Ibid.*, p. 107.

31. On se souvient des paroles que Joffre aurait tenues au commandant Tricomot de Rose à propos de Verdun : « Je suis aveugle, balayez-moi le ciel. »

2^e et 9^e armées, pas plus que le général Georges n'impose de servitudes d'alignement à ses unités. Quand la lenteur de réaction se combine avec cette chaîne de commandement trop lourde, la catastrophe se met en marche. Comme on le sait, la cavalerie française qui intervient dans les Ardennes relève de deux armées différentes : la 2^e armée de Charles Huntziger, qui n'a pas à opérer de rotation ; la 9^e armée (André Corap) qui, elle, doit pivoter autour de Mézières avant d'aller border la Meuse belge. La lenteur de réaction de la 9^e armée (Corap) constitue une première limite à l'adaptation de la manœuvre. Certes, c'est cette armée qui a le plus de chemin à parcourir pour se mettre en position face à l'ennemi. Dans sa manœuvre de pivotement, la 9^e armée est étirée sur 137 km³² et perd vraiment beaucoup de temps à se mettre en place. Mais la lenteur de réaction se retrouve un peu partout durant ces premières heures de combat. Les troupes du général Petiet, qui commande la 3^e DLC ainsi que la 1^{re} brigade de spahis et 7 GRCA ou GRDI, sont dispersées en de si nombreux cantonnements qu'il leur faut pas moins de trois heures pour se mettre en ordre de combat³³. Le comble est atteint par la 55^e DI du général Lafontaine, dont l'ordre de contre-attaque sur Bulson est lancé le 13 mai à 20 heures et dont l'exécution commence le 14 mai à 7 h 30... Certes ce n'est pas là une unité de cavalerie. Pour être vraiment en mesure de s'opposer aux premières actions de l'ennemi, les cavaliers auraient dû être à pied d'œuvre le plus tôt possible. Or c'est loin d'être toujours le cas.

C'est bien la perception des délais par les chefs qui est en cause derrière ces réactions de lenteur, qui ne doivent pas tout à des problèmes techniques. Tout au long de la chaîne de commandement, on projette, comme mode de pensée, une offensive de style 1918, avec préparation d'artillerie de plusieurs heures, voire de plusieurs jours dans les « grands coups »³⁴. Cette lenteur de perception, que l'on peut assimiler sans doute à une prudence méthodique, se trouve totalement bousculée par l'hérésie de la manœuvre allemande. Le groupe blindé Kleist est une toute première mise en jeu sur le terrain de l'arme blindée autonome. Il comprend à lui seul 1 222 chars d'assaut, regroupés sur le front de Sedan, soit la moitié de la totalité des chars allemands disponibles à cette date. La prise de risque est considérable³⁵, et c'est surtout la flexibilité sur le terrain, opposée à la rigidité de la chaîne de commandement français, qui fait la différence. Le passage de la Meuse en constitue, de ce point de vue, un remarquable exemple.

Il y a sans doute là, dans la différence de représentation du temps des deux commandements, une cause essentielle de la défaite française. Quel-

32. Voir général Jean Delmas, « Les Ardennes dans les opérations françaises. Vue d'ensemble et cas concret : Monthermé », in Maurice Vaïsse, *op. cit.*, p. 100.

33. Pierre Rocolle, *op. cit.*, p. 33, et note, p. 361.

34. Pierre Rocolle rappelait opportunément que la réglementation de l'artillerie française prévoyait que, au moment de la prise de contact avec l'ennemi, les munitions devraient être rationnées en vue des combats ultérieurs qui s'installeraient forcément dans la durée ; *op. cit.*, t. 2, n. 16, p. 364.

35. Archives de la Bundeswehr, BA-MA, RH 21-1/317, p. 126, cité par K.-H. Frieser, *op. cit.*, p. 408.

ques « justes » mériteraient peut-être d'être réhabilités, tel le général Prioux, commandant le corps de cavalerie, préconisant à son chef, le général Billotte, de renoncer à la manœuvre « Dyle » dès le 11 mai dans l'après-midi³⁶. Il n'est pas anodin que ce soit un cavalier qui réagisse ainsi. Prioux a compris que la manœuvre « Dyle » ne pourrait être accomplie à temps. Cette lenteur est en fait une conséquence de la « méthode Gamelin », mise en œuvre dès 1936. Faite de prudence et d'intellectualisme qui consiste à peser le pour et le contre de toute action, elle s'impose à toute la chaîne de commandement depuis quatre ans. La propension de l'institution militaire à procéder par imitation du chef transparaît ici.

Un point de comparaison entre les premières opérations des deux guerres mondiales s'impose. En 1914 comme en 1940, les unités de cavalerie ont paradoxalement déçu.

Paradoxalement, car, en 1914, la cavalerie était incontestablement le fleuron de l'armée française, héritière de ses traditions de panache, et elle avait été mal employée dans la bataille des frontières comme dans la retraite précédant la Marne. En 1940, le paradoxe s'est déplacé. La cavalerie a joué le jeu de la modernisation – pas jusqu'au bout cependant – et pourtant elle a été prise de vitesse et plus encore de puissance par les Allemands. Dès le 11 mai aux Pays-Bas, la cavalerie ne répond pas aux attentes des stratèges français.

Le courage des unités de cavalerie – comme d'ailleurs de la majorité des autres composantes de l'armée française – n'est pas en cause. Il a été vain et dépensé en pure perte face à un système de commandement dépassé, appuyé sur la lenteur de la circulation de l'information au sein de l'armée française, conséquence de la vétusté des moyens de transmission.

L'adaptabilité de la cavalerie française a été assez bonne dans le registre des matériels, mais pas assez grande dans la rapidité d'action et dans sa puissance de feu. Cependant ne jetons pas la pierre aux vaincus qui n'ont pas démérité. Les historiens savent aujourd'hui que la victoire allemande n'était pas inéluctable en 1940 et que les oppositions au plan Guderian-Manstein étaient légion, avant que l'enchaînement miraculeux de la victoire ne permette de théoriser la « guerre éclair ». Les Allemands aussi ont su faire du neuf avec du vieux. La percée de Sedan n'est-elle pas finalement le réemploi de la technique de Riga des corps francs de 1918³⁷ et son adaptation à l'arme blindée ? Les cavaliers français allaient se souvenir de la leçon, notamment dans la poussée de Colmar à la fin de la Seconde Guerre.

François COCHET,
Professeur,
Université Paul-Verlaine, Metz.

36. Pierre Rocolle, *op. cit.*, t. 2, p. 31.

37. *L'Expanding Torrent* de Liddell Hart qui ne doit pas s'arrêter aux hérissons de résistance mais suivre la plus forte pente.